

**MARCHÉ PUBLIC  
DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE  
PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES et  
TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**(CCATP N° DIRA-MIMO-25-20)**

***Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE

***Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

***Objet du marché***

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relative  
aux opérations d'investissement, d'entretien et d'exploitation du réseau routier de la  
DIR Atlantique

Lot 1 : District d'Angoulême

Lot 2 : District de Gironde

Lot 3 : District de Saintes

Lot 4 : District d'Oloron

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Sous-traitance.....	5
1-3. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-4. Intervenants.....	5
1-5. Dispositions générales.....	5
1-6. Clauses sociales et environnementales.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 4. AUTORITÉ - MOYEN - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	10
4-1. Autorité du coordonnateur SPS.....	10
4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	11
4-3. Conditions d'exécution.....	12
ARTICLE 5. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	13
5-1. Prix - Éléments de mission.....	13
5-2. Règlement des comptes.....	14
5-3. Variation dans les prix.....	15
ARTICLE 6. PÉNALITÉS.....	16
6-1. Pendant une phase de conception.....	16
6-2. Pendant une phase de réalisation.....	16
6-4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	16
6-5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	16
6-6. Autres pénalités.....	16
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	17
7-1. Retenue de garantie.....	17
7-2. Avances.....	17
ARTICLE 8. ADMISSION - ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION.....	17
8-1. Admission des prestations.....	17
8-2. Achèvement de la prestation.....	17
ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES.....	18
9-1. Principes généraux.....	18
9-2. Spécificités techniques de l'opération.....	18
9-3. Décomposition de la mission pour une phase de conception.....	18
9-4. Décomposition de la mission pour une phase de réalisation.....	21
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	23

10-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	23
10-2. Résiliation du fait du maître d'ouvrage.....	23
10-3. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier.....	23
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	24
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.4532-2 et suivants du code du travail, le présent accord-cadre porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à des opérations de catégorie 1, 2 ou 3 (selon les bons de commande) au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

Les prestations du présent accord-cadre à bons de commande sont destinées à couvrir les besoins de la DIR Atlantique en matière missions de coordination SPS pour les opérations d'investissement, d'entretien et d'exploitation sur son réseau routier.

Le réseau routier sur lequel est amené à intervenir le titulaire est l'ensemble du réseau de la DIR Atlantique, organisé en 4 districts (Angoulême, Gironde, Saintes, Oloron), il est représenté ci-contre.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le maître d'ouvrage.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, conformément à l'article 1-5.9 du présent CCATP.

Chaque bon de commande précise :

- la désignation des prestations en phase de conception, de réalisation ou de conception et réalisation ;
- les prix forfaitaires et unitaires ;



- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la description sommaire du chantier.

Les bons de commande sont adressés au titulaire, le cas échéant au mandataire du groupement (pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre précisée à l'article 4-1 de l'acte d'engagement). Celui-ci porte à la connaissance du maître de l'ouvrage, au plus tard 7 jours après la réception du bon de commande, l'identité de la personne physique chargée d'exécuter la prestation et lui fait part de ses remarques éventuelles.

## **1-2. Sous-traitance**

Sous réserve des dispositions de l'article 4-3 ci-après et par dérogation à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations Intellectuelles, le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

## **1-3. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont alloties, la consultation porte sur 4 lots désignés ci-après qui seront traités par marchés à lots séparés.

Désignation des lots :

**Lot n°1** : District d'Angoulême

**Lot n°2** : District de Gironde

**Lot n°3** : District de Saintes

**Lot n°4** : District d'Oloron

## **1-4. Intervenants**

### **1-4.1. Représentant du maître d'ouvrage**

Madame la Directrice interdépartementale des routes Atlantique

### **1-4.2. Autre(s) intervenant(s)**

Les renseignements, noms et missions, concernant l'ensemble des intervenants seront précisés lors de l'émission de chaque bon de commande.

## **1-5. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

### **1-5.1. Indications relatives aux travaux**

Le mode de dévolution des travaux sera déterminé ultérieurement.

### **1-5.2. Indications relatives à la phase conception**

Dans le cas où le bon de commande porte sur une phase de conception, celle-ci peut faire l'objet de documents partiels successifs. Dans cette hypothèse, l'ensemble des dispositions du présent marché se rapporte à chaque dossier partiel ou global soumis au coordonnateur SPS ou établi par lui-même.

### **1-5.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et il est soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-5.4. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-5.4.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### **1-5.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-5.5. Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année dont 750 000 € pour les dommages immatériels non consécutifs.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

### **1-5.6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-5.6.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

#### **1-5.6.2. Sites sensibles**

Sans objet.

### **1-5.6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 6.5 du présent CCATP.

### **1-5.7. Réalisation de prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-5.8. Notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations, au titulaire par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

#### **Notification via PLACE :**

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours après l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), elle sera réputée notifiée.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délais, ceux-ci commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque un délai est exprimé, il commence à courir à compter de l'heure suivante celle qui sert de point de départ de ce délai.



Lors de la transmission de l'information via PLACE, la modalité technique d'envoi sera utilisée, ce qui permettra au destinataire d'adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse impose un délai de réponse, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites précédemment.

#### **Notification par échanges dématérialisés :**

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au RMO ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par PLACE ou le cas échéant par échanges dématérialisés dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

## **1-6. Clauses sociales et environnementales**

### **Clauses environnementales**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis\*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L.225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

*\*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

## Clauses sociales

Ce marché fait l'objet d'une clause incitative relative à la promotion de l'égalité femme homme

**Objectif :** Sensibiliser le/les soumissionnaires au sujet de la lutte contre les discriminations.

**Modalités :** Intégrer un questionnaire au DCE, renseigné par l'entreprise, en phase de soumission puis 6 mois avant la fin du marché. Ce document ne sera pas pris en compte dans l'attribution du marché et ne fera pas l'objet d'un engagement contractuel.

Le candidat renseigne le document « annexe à l'acte d'engagement portant sur la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes »

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
  - les règles générales de sécurité de la DIR Atlantique pour les entreprises intervenant sur le RRN ;
- les documents explicatifs demandés dans le RC (article 3-2) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié (NOR : ECOM2106874A)
- La liste des prix ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché.

## **ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 4. AUTORITÉ - MOYEN - CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **4-1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est

consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différent entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants est soumis au maître d'ouvrage.

## **4-2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **A - Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### **B - Obligations du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- \* avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément AVP » et « Élément PRO » sauf stipulations différentes précisées dans le bon de commande ;
- \* les noms et coordonnées des chefs d'établissements, lorsque les travaux relatifs à un bon de commande portent sur des ouvrages en exploitation ou lorsqu'il existe des activités extérieures d'exploitation à proximité du chantier ;
- \* au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1.4 du présent CCATP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;
- \* la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- \* la décision de constitution du Collège Interentreprises de sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels pour les opérations de catégorie 1.
- \* tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

### **C - Dispositions prises par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- \* l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- \* tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- \* les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- \* l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- \* la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- \* par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- \* par les différents titulaires des marchés de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- \* par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) pour les opérations de catégorie 1.

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- \* de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- \* de l'intervention de toute entreprise au titre de la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- \* les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- \* par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

#### **4-3. Conditions d'exécution**

Pour chaque bon de commande, à compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du bon de commande, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du bon de commande ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, les deux délais de 30 jours impartis au titulaire et au maître d'ouvrage sont ramenés à 20 jours. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par un avenant.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs :

- Pour un bon de commande portant sur une phase de conception, dès la notification du bon de commande et à la demande du RMO, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

- Pour un bon de commande portant sur une phase de réalisation :
  - Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier ;
  - En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission ;
  - À la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables à la DIR Atlantique ou dans les locaux des districts concernés.

## **ARTICLE 5. PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **5-1. Prix - Éléments de mission**

Dans la suite du présent marché, les éléments de mission de maîtrise d'œuvre « Avant-projet », « Projet » et « Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux » sont désignés « Élément AVP », « Élément PRO » et « Élément ACT ».

#### **5-1.1. Forme des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

#### **5-1.2. Types de bon de commande**

Chaque bon de commande peut être constitué d'un ou des éléments de mission suivants :

##### **A - Pour la phase de conception :**

<b>Elément</b>	<b>Contenu</b>
n° C1	Prestations à exécuter au cours de l' « Élément AVP »
n° C2	Prestations à exécuter au cours de l' « Élément PRO »
n° C3	Prestations à exécuter au cours de l' « Élément ACT »

##### **B - Pour la phase de réalisation :**

<b>Elément</b>	<b>Contenu</b>
n° R1	Prestations à exécuter au cours de la période de préparation de chantier
n° R2	Prestations à exécuter pendant les travaux
n° R3	Prestations à exécuter pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA)

## **5-2. Règlement des comptes**

### **5-2.1. Modalités de transmission et de paiements**

#### **5-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande qui sera transmis par le service ordonnateur.

#### **5-2-1.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **5-2.2. Rythme de règlement**

En vue du règlement des sommes dues au titre du bon de commande, le titulaire présentera des demandes d'acomptes après achèvement de chacun des éléments constitutifs de la mission tels qu'ils sont définis à l'article 5-1 ci-dessus et dans le bon de commande concerné.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article R.2191-22 du CCP). Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RMO, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Pour un bon de commande portant sur l'élément R2 « Prestations à exécuter pendant les travaux », les prestations seront réglées sous forme d'acomptes proportionnels au montant des travaux effectués depuis le début du délai d'exécution du (premier) marché de travaux.

### **5-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

#### **5-3.1. Révision des prix**

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative et suivant les modalités fixées aux articles 5-3.3 et 5-3.4. du présent CCATP.

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG, les pénalités sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

#### **5-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions fixées en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

#### **5-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

#### **5-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### **5-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

## **ARTICLE 6. PÉNALITÉS**

### **6-1. Pendant une phase de conception**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non-respect des délais prescrits à l'article 9-3 ci-après, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 100 €.

### **6-2. Pendant une phase de réalisation**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non-respect des délais prescrits à l'article 9-4 ci-après, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 100 € HT.

### **6-4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-5.6.1 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT.

### **6-5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-5.6.3 du présent CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € HT.

### **6-6. Autres pénalités**

Réalisation de l'inspection commune : une pénalité de 150 € HT sera appliquée en cas de non réalisation.

Réalisation de visite de chantier : en cas de non réalisation de visite prévue conformément au programme prévisionnel établi par le coordonnateur SPS et validé par le maître de l'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par visite non réalisée.

Participation aux réunions : en cas d'absence non justifiée à une réunion où le coordonnateur SPS aura été dûment convoqué par le Maître de l'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par absence.

Non communication du BEGES ( voir article 1-6 du CCATP) suite à une première demande par la personne publique : le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € HT.



## **ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **7-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **7-2. Avances**

Sans objet.

## **ARTICLE 8. ADMISSION - ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION**

### **8-1. Admission des prestations**

Chaque bon de commande fait l'objet d'une admission dans les conditions ci-après :

#### **A. - Pour une phase de conception :**

En application de l'article 29 et par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, la décision par le RMO d'admission, d'ajournement, d'admission avec refaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis à l'article 5-1 du présent CCATP doit intervenir dans un délai de 8 jours.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé d'admission par le RMO du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 28 deuxième alinéa du CCAG (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RMO dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

#### **B. - Pour une phase de réalisation :**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

La prestation du coordonnateur SPS s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- la date de remise du DIUO définitif (du dernier ouvrage) au maître d'ouvrage ;
- la date de levée de la dernière réserve (du dernier ouvrage).

### **8-2. Achèvement de la prestation**

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RMO dans les conditions de l'article 29 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Pour chaque bon de commande, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG après l'exécution de chaque élément de mission.

## **ARTICLE 9. CLAUSES TECHNIQUES**

### **9-1. Principes généraux**

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par les articles L.4531-1 et 2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent CCATP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

La procédure qualité PM2-NO-06 jointe au présent marché décrit la manière selon laquelle est maîtrisée la sécurité des travailleurs de la DIRA et des intervenants ou prestataires externes.

### **9-2. Spécificités techniques de l'opération**

L'attention du coordonnateur SPS est attirée sur le fait que les travaux peuvent se dérouler de jour et/ou de nuit en semaine, le week-end de jour et de nuit, ou les deux à la fois (semaine et week-end).

La notion de catégorie 1 concerne de manière générale les opérations d'investissement sur l'ensemble du réseau routier.

La notion de catégorie 2 ou 3 concerne de manière générale les opérations suivantes :

- travaux d'entretien routier ;
- exploitation du réseau ;
- pour tous types d'ouvrages.

### **9-3. Décomposition de la mission pour une phase de conception**

#### **9-3.1. Modalités pratiques de coopération**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Pour chaque bon de commande, il adapte, si nécessaire, ses propositions dans le délai susvisé à compter de la notification du bon de commande.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au bon de commande concerné.

#### **9-3.2. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination pour chaque bon de commande.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

### **9-3.3. Interférences avec les activités d'exploitation**

Dans le cas où la mission confiée au coordonnateur SPS, dans le cadre d'un bon de commande, concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux :

- en matière de protection incendie.

### **9-3.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Son cadre est défini par les articles R.4532-42 à 51 du Code du Travail.

Le cas échéant, Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à 5 relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début d'exécution de l' « Élément AVP ».

Dans un délai de 15 jours après la réception de l' « Avant-projet », il communique au maître d'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Il remet au maître d'ouvrage la version à joindre au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans les 15 jours après la réception du « Projet ».

### **9-3.5. Accès au chantier**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

### **9-3.6. Dossier de maintenance des lieux de travail**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS constitue le/les dossier(s) de maintenance éventuel(s) tel(s) que défini(s) aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail.

### **9-3.7. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)**

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail.

Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Chaque bon de commande précise si le DIUO comporte les dispositions particulières pour l'entretien ultérieur de l'ouvrage ou le dossier de maintenance.

Dans un délai de 15 jours après la réception du « Projet », le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître d'ouvrage.

#### **9-3.8. Mesures de sécurité du chantier**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

#### **9-3.9. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)**

Pour les opérations de catégorie 1, il est constitué et organisé en application des articles L.4532-10, 11, 18 et R.4532-77 à 94 du code de travail.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au plan général à joindre au DCE défini à l'article 9-3.4 ci-avant et dans les conditions similaires.

#### **9-3.10. Avis sur les documents d'étude**

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

#### **9-3.11. Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du/des DCE ou du/des bon(s) de commande travaux, en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- le Plan Général de Coordination ;
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail pour les opérations de catégorie 1.

Pour mener à bien sa mission, le coordonnateur SPS émet, s'il le juge utile, des observations écrites au maître d'ouvrage sur certains documents de consultation.

#### **9-3.12. Analyse des offres**

Le cas échéant, le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris des variantes, effectuée par le maître d'œuvre dans la mesure où elles peuvent concerner la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

À l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage.

### **9-3.13. Plan de prévention**

Dans le cadre de travaux où la désignation d'un coordonnateur SPS n'est pas obligatoire, selon les besoins, en accord avec l'article R.4512-7 du code du Travail, le coordonnateur SPS assiste le RMO pour la rédaction des plans de prévention.

## **9-4. Décomposition de la mission pour une phase de réalisation**

### **9-4.1. Coordination des activités**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

À cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

### **9-4.2. Application des mesures de coordination**

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

### **9-4.3. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise immédiatement le maître d'œuvre.

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

### **9-4.4. Registre Journal de la Coordination (RJC)**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 41 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

### **9-4.5. Dossier de maintenance des lieux de travail**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le/les dossier(s) de maintenance tel(s) que défini(s) aux articles R.4211-3 à 5 du Code du Travail.

#### **9-4.6. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

#### **9-4.7. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)**

Pour les opérations de catégorie 1, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT dans les 9 jours qui suivent le début de la (première) période de préparation des travaux, ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83 et 84 et R.4532-87 à 90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège, dans un délai de 10 jours à compter de la date de la réunion concernée, aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège

#### **9-4.8. Accès au chantier**

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier conformément à l'article R.4532-16 du Code du Travail.

#### **9-4.9. Interférences avec les activités d'exploitation**

Dans le cas où la mission confiée au coordonnateur SPS, dans le cadre d'un bon de commande, concerne des travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532-14 1° du Code du Travail.

Le cas échéant, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations, à soumettre à l'autorité compétente, des conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage :

- en matière de protection incendie.

#### **9-4.10. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages**

Pour chaque bon de commande, le coordonnateur SPS s'assure, en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets.

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tout document d'exécution.

### **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 40 inclus du CCAG, avec les précisions suivantes :

#### **10-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RMO se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 5-1 du présent CCATP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

#### **10-2. Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG est fixé à 5 %.

#### **10-3. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2b du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCATP 1-2	déroge à l'article	3.6 du CCAG
CCATP 1-5.5	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 4-3	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG
CCATP 5-3.1	déroge aux articles	14.2 et 15 du CCAG
CCATP 6-1	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCATP 6-2	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCATP 8-1	déroge à l'article	28.2 du CCAG
CCATP 10-3	déroge à l'article	39.2 du CCAG